

## **DEMANDE D'AUTORISER LE DIRECTEUR GENERAL A ESTER EN JUSTICE**

---

DELIBERATION BCA 2026 M03 44  
Bureau du Conseil d'Administration du 12 mars 2026

---

Membres délibérants présents :

Mme Sylvie GUIGNARD, Martine HUBERT, Nadège LANGLAIS, Mme Gaëlle ROUTIER,  
M. JC DAUPHIN

Membres délibérants présents, ayant donné pouvoir :

Mme MC NACIRI donne pouvoir à M. Jean-Claude DAUPHIN,  
M. Paul LE BIHAN donne pouvoir à Mme Gaëlle ROUTIER,

Assistait à la séance, avec voix consultative :

Mr Jean-Denis MEGE, Directeur Général

Assistaient à la séance :

Mr Pierre PESTEL, Directeur Financier  
Mr François AUSSANAIRE, Directeur de la Clientèle et des Territoires  
Mme Emmanuelle DRUILLENNEC, Directrice du Patrimoine  
Mme Lydia ALLORY, Assistante Direction Générale

---

*Vu la délibération CA M01 12 du 7 janvier 2022*

*Vu la délibération CA 03 32 du 31 mars 2022*

Le Conseil d'Administration du 7 janvier 2022 a délégué au Bureau la compétence énoncée à l'article R.421-16 alinéa 11 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le Bureau « autorise, selon le cas, le Président ou le Directeur Général à ester en justice, en application des articles R.421-17 ou R.421-18 ; toutefois, en cas d'urgence, ou lorsqu'il s'agit d'une action en recouvrement d'une créance, le Directeur Général peut tenter une action en justice sans cette autorisation ».

Le Directeur Général s'engage à rendre compte des actions en justice qu'il a introduites à la plus prochaine séance du Conseil d'Administration, conformément à l'article R.421-18 alinéa 4 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Considérant ce qui précède, il est demandé aux membres du Bureau de se prononcer sur :

- L'autorisation à donner au Directeur Général de poursuivre, au nom de Terres d'Armor Habitat, les actions en justice du Service Contentieux-Recouvrement mentionnées dans le tableau annexé en pièce jointe.
-

## **Le Bureau du Conseil d'Administration Après en avoir délibéré**

- Autorise le Directeur Général à poursuivre, au nom de Terres d'Armor Habitat, les actions en justice du Service Contentieux-Recouvrement mentionnées dans le tableau annexé en pièce jointe.

**Voté à l'unanimité**



La Présidente,  
Gaëlle ROUTIER  
Conseillère Départementale du Canton de Plélo

